**"Le bac devrait ressembler à un contrôle continu à l'année"**

**LEMONDE.FR : Article publié le 16.06.08**

**Dans un chat au Monde.fr, lundi 16 juin, la sociologue Catherine Pauchet, auteure du livre Faut-il supprimer le bac ?, explique qu'"en finir avec l'examen traditionnel ne veut pas dire en finir avec la notation". "Il faut que les élèves obtiennent un certificat attestant de leurs connaissances à la fin du secondaire".**

L . Hombre : Une remarque : pourquoi présenter Mme Pauchet comme sociologue, alors qu'elle est avant tout une militante politique (malheureuse aux dernières élections, il est vrai). Son travail s'inscrit dans le cadre de commandes ministérielles. De surcroît, son ouvrage sur le bac n'est pas un ouvrage de sociologie (aucune enquête ni aucune analyse originale) mais un pamphlet. Cela n'enlève rien aux mérites polémiques de son ouvrage.

Catherine Pauchet : Je suis sociologue de formation. Cet ouvrage (Faut-il supprimer le bac ?) est une commande des éditions Larousse.

Je travaille au ministère de l'éducation nationale depuis dix-sept ans, avec des ministres de couleurs politiques différentes.

Ce livre n'engage que moi. Je ne connais pas personnellement le ministre en poste, et je m'exprime à titre tout à fait personnel.

nada : Quelles sont les directives pour l'évaluation des copies ?

Catherine Pauchet : Vous avez deux sortes de directives : celles qui émanent des inspecteurs pédagogiques régionaux, qui animent les commissions d'entente, et vous avez une note de service intitulée "Harmonisation de la notation aux épreuves écrites du baccalauréat", qui est une note officielle, du ministère.

La note du ministère concerne tout le monde, et les directives des inspecteurs pédagogiques s'adaptent à chaque discipline et à chaque rectorat.

Camarilla : Un professeur de physique qui corrige le bac me disait que les professeurs avaient des consignes du style "vous devez avoir 10 ou 12 de moyenne sur les copies que vous corrigez". Est-ce vrai ? Pourquoi ment-on aux jeunes et à leurs parents au sujet de la valeur du bac ?

Catherine Pauchet : Effectivement, il y a des consignes de cette nature, qui permettent d'éviter que les moyennes générales soient trop faibles.

Les enseignants y sont très peu favorables, mais pour une bonne partie d'entre eux, ils se plient aux directives.

ARTHUR : J'ai corrigé les épreuves d'anglais du baccalauréat en 1999 et assisté à la réunion dite d'harmonisation, afin que tous les correcteurs adoptent les mêmes critères. Lors de la notation, je me suis aperçu que je pouvais difficilement distinguer les excellentes copies de copies moyennes mais correctes, autrement qu'en attribuant quelques points. Qu'en est-il aujourd'hui de ces réunions d'harmonisation ?

Catherine Pauchet : Les réunions d'harmonisation existent depuis des années et elles ont effectivement pour fonction de faire en sorte qu'il n'y ait pas trop d'écart entre les notations des copies.

Chanbern : Après 40 ans de loyaux services en tant que professeur de lettres classiques, je pense que les notes du bac ne sont que le reflet des notes distribuées en cours d'années : ce sont les mêmes professeurs qui corrigent ! Pourquoi le jour du bac les notes seraient-elles d'une autre "nature" ?

Catherine Pauchet : Je crois que c'est une bonne question. En fait, les enseignants sont surtout attachés à l'anonymat de la correction, en pensant que cela donne une deuxième chance aux élèves, du fait qu'ils ne sont pas corrigés par leur enseignant habituel.

Mais dans l'ensemble, on voit rarement de très grandes différences entre les résultats au bac et les résultats tout au long de l'année. Et quand il y en a, elles sont plutôt injustes.

C'est soit un bon élève qui s'écroule le jour du bac à cause du stress, soit un élève moyen qui a bien bachoté et qui s'en sort avec de bonnes notes.

luc drouin : A-t-on une idée du pourcentage d'élèves collés "à tort" (c'est-à-dire qui avaient plus de 10 en contrôle continu) et de ceux reçus "indus" (moins de 9 en contrôle continu mais reçus). Cela donnerait une idée de la "loterie" ?

Catherine Pauchet : On ne diminue jamais les notes obtenues au bac. En revanche, les commissions d'harmonisation permettent de récupérer quelques points.

On ne connaît pas le pourcentage d'élèves collés à tort. Mais beaucoup d'enseignants sont surpris de voir des élèves qui tout au long de l'année ont eu des notes aux alentours de 6 ou 7, obtenir 10, 11, parfois plus le jour du bac. Ce qui les déçoit beaucoup.

Certains s'interrogent sur la légitimité du travail qui est accompli tout au long de l'année, tant par les élèves que par eux.

Socrate : L'évaluation est décriée par ceux qui veulent en finir avec le bac, examen national, et la philo matière exigeante qui demande un effort et de la culture. Comment engager ce débat sur les notes sans tomber dans ce piège, surtout quand se profile une réforme du lycée qui masque une suppression de postes d'enseignants ?

Catherine Pauchet : En finir avec l'examen traditionnel ne veut pas dire en finir avec la notation. Il faut que les élèves obtiennent un certificat attestant de leurs connaissances à la fin du secondaire.

L'élève est noté depuis la seconde jusqu'à la terminale. Ses notes sont consignées dans un livret scolaire qui, au final, donne une bonne image du travail effectué par le lycéen.

Le débat sur les notes n'est pas connecté à la suppression éventuelle de postes d'enseignants.

Carayol.M : Si les notes au bac sont quasi identiques à celles obtenues durant l'année scolaire, pourquoi maintenir cette "loterie", avec le gâchis qu'elle entraîne : année scolaire raccourcie depuis la classe de seconde, coût financier, stress des candidats...?

Catherine Pauchet : Le bac a aujourd'hui 200 ans. C'est une institution à laquelle beaucoup de Français sont très attachés.

Notamment les parents et les grands-parents, qui sont attachés à un bac prestigieux que souvent eux-mêmes n'ont pas obtenu.

Ils sont donc très fiers que leurs enfants deviennent bacheliers et puissent ensuite intégrer l'enseignement supérieur.

alchb29 : Le bac ne devrait-il pas ressembler à un contrôle continu à l'année, du type brevet des collèges ?

Catherine Pauchet : Je crois que oui, parce que le contrôle continu n'empêche pas l'entrée dans l'enseignement supérieur à un élève qui s'est appliqué pendant trois ans.

Titem : Pourquoi une majorité de lycéens semblent-ils refuser que l'on insère une part de contrôle continu dans le bac, alors que dans les faits, les inscriptions en classe préparatoire tiennent compte des bulletins des élèves et se font avant de passer les épreuves ?

Catherine Pauchet : Les lycéens qui ont peur du contrôle continu ont surtout peur qu'en changeant les modalités d'obtention du bac, ils perdent le droit d'entrer dans l'enseignement supérieur.

En France, le baccalauréat a une double "casquette" : d'une part, il certifie les connaissances que l'on a acquises au cours de l'enseignement secondaire ; et d'autre part, il ouvre la voie à l'enseignement supérieur. Et c'est un privilège qui lui a été accordé depuis qu'il a été créé en 1808.

Aluan : Si le bac était supprimé au profit du contrôle continu, cela n'engendrerait-il pas plus d'inégalités entre élèves ressortants de lycées réputés et les autres ?

Catherine Pauchet : Je ne le crois pas, parce que finalement, lorsqu'on a son bac, on peut entrer dans n'importe quelle université, donc le lycée d'origine n'est pas discriminant.

De plus, les élèves sont corrigés dans leur établissement, l'anonymat porte donc sur le nom du candidat, et pas sur son établissement d'origine.

Tous les élèves sont quand même corrigés par leurs professeurs tout au long du secondaire, ils sont aussi corrigés par leurs professeurs dans le supérieur. Et pour ceux qui ont à passer l'oral de rattrapage, l'anonymat tombe aussi.

On peut donc quand même s'interroger sur l'intérêt de cet anonymat qui couvre juste la correction des copies écrites.

bertan : Pensez-vous que la difficulté du bac diminue suivant les années ? Et est-ce que les manifestations étudiantes ont un impact sur l'indulgence de la méthode de correction ?

Catherine Pauchet : Si l'on regarde les annales sur une vingtaine d'années, on voit que les questions aujourd'hui sont quand même plus simples.

Cela ne veut pas dire pour autant que les élèves ont une intelligence moindre. En fait, l'offre de disciplines s'est accrue considérablement, et les heures consacrées aux disciplines fondamentales comme le français et les mathématiques ont été réduites.

On a donc des élèves qui ont une ouverture d'esprit plus grande, mais qui ne maîtrisent plus, comme avant, l'orthographe et la grammaire.

Ils sont également habitués à utiliser des machines comme les calculatrices, et ils ont perdu l'habitude de compter par eux-mêmes.

Ce qui explique qu'ils ne soient plus en mesure de répondre aux questions qui étaient posées il y a quelques années encore, et qui nécessitaient de bien posséder ces disciplines fondamentales.

erickfp : Oui, les notes au bac sont une loterie. Maintenant, pourquoi est-ce le cas ? Manque de précision des barèmes ? Profs qui n'en font qu'à leur tête ? Voire, profs qui mettent des sales notes à tout le monde pour ne pas être convoqués l'année suivante ? Erick (enseignant-chercheur, ex-prof de lycée, potentiel président de jury de bac en exercice).

Catherine Pauchet : Effectivement, les professeurs ont l'habitude de dire que s'ils ne veulent plus être convoqués l'année suivante pour faire partie des correcteurs, il leur suffit de mettre des notes plus basses que la moyenne pour ne plus être sélectionnés pour les jurys.

Mais, dans l'ensemble, les enseignants ont quand même à cœur de bien noter et de faire en sorte que le baccalauréat soit juste.

Baptiste : On parle beaucoup des notes du bac, mais ne pensez-vous pas que c'est le système d'évaluation dans notre système éducatif qui est à revoir?

Catherine Pauchet : C'est un système qui fait vraiment partie de notre tradition pédagogique. Il y a quelques années, on avait essayé de noter en mettant des lettres : A, B, C, D, et ce système a été très rapidement abandonné.

maxco : A propos des équivalents du bac en Europe : y a-t-il une méthode de notation plus juste que celle qui est employée en France ?

Catherine Pauchet : Dans la majorité des pays européens, le baccalauréat est un compromis entre le contrôle continu et cinq ou six épreuves finales.

Le diplôme obtenu peut ou non ouvrir la voie à l'université. Le fait d'avoir son baccalauréat, dans un grand nombre de pays, n'ouvre pas la porte d'office à l'enseignement supérieur.

Chaque établissement d'enseignement supérieur sélectionne les étudiants en fonction de leurs capacités à suivre l'enseignement avec profit.

ouam : Il me semble que, pour des raisons structurelles, les élèves qui passent le bac aujourd'hui n'ont pas subi la même sélection que ceux qui passaient le bac il y a vingt ans, cela explique en partie (au moins) les différences entre les niveaux demandés

Catherine Pauchet : En l'espace de vingt ans, l'éducation nationale s'est massifiée plus qu'elle ne s'est démocratisée. En 1985, il y avait à peine 29 % d'élèves d'une génération qui arrivaient au baccalauréat. Aujourd'hui, on en est à plus de 63 %.

Pour autant, on ne peut pas dire que l'éducation s'est démocratisée. Si l'on prend par exemple le nombre d'élèves issus des milieux populaires que l'on retrouvait dans les grandes écoles dans les années 1950, le taux atteignait 28-29 %. Aujourd'hui, ils sont moins de 5 %. Alors que, dans le même temps, les enfants des milieux populaires sont passés de 6 % au niveau du baccalauréat à près de 50 %.

Ils sont aujourd'hui plus nombreux à avoir le bac, et ils ont fortement diminué dans les écoles sélectives. Aujourd'hui, quand les enseignants repèrent un bon élève issu d'un milieu défavorisé, il n'est plus comme auparavant bénéficiaire de ce que l'on appelait la méritocratie, il est plutôt dirigé vers le baccalauréat professionnel ou technologique.

La France se prive donc de compétences dans les métiers de décision, et c'est là un point qu'il faudra vraiment améliorer.

Phy : Ce constat mérite nuance, la baisse de la part des "milieux populaires" étant largement due à la baisse de la proportion d'ouvriers dans la population française...

Catherine Pauchet : Le fait d'avoir multiplié les baccalauréats a finalement entraîné de fait une homogénéisation sociale des différents baccalauréats.

Les enfants issus des milieux favorisés sont surreprésentés dans la filière générale, et notamment dans la série scientifique. Et ils sont sous-représentés dans les deux autres baccalauréats. C'est l'inverse pour les enfants issus des milieux populaires.

Jojo : Comment expliquer la volonté de supprimer l'examen final qu'est aujourd'hui le baccalauréat. Car n'est-ce pas ce qui attend les élèves durant leurs études supérieures (partiels, concours, etc.) ?

Catherine Pauchet : Je trouve qu'il y a beaucoup de stress dans la société aujourd'hui, et les jeunes, parfois même les très jeunes, subissent les conséquences du stress de leur environnement.

Je pense qu'il faut leur permettre d'avoir une enfance et une adolescence heureuses.

Ce qui n 'empêche pas de les inciter à travailler régulièrement et à se préparer, à travers une nouvelle façon de travailler - je pense au travail en équipe, apprendre à être autonome dans son organisation -, tout cela leur servira aussi plus tard.

Et je ne crois pas qu'il soit nécessaire que cela se fasse dans l'angoisse ou dans l'urgence.

Romain : Quels sont les objectifs du bac ? Un passeport pour le monde du travail ? Un sésame pour l'université ? Un passeport de "bon citoyen" ?

Catherine Pauchet : Initialement, le bac avait pour objectif de sélectionner les personnes qui allaient avoir le privilège d'entrer à l'université. C'est encore le cas pour les élèves qui sont titulaires du baccalauréat général. En ce qui concerne le baccalauréat professionnel, qui offre quand même 64 filières différentes, il a pour objectif de faire entrer des jeunes directement sur le marché du travail avec une formation d'ouvrier ou d'employé.

Quant aux bacheliers technologiques, ils peuvent soit entrer dans le milieu du travail, soit poursuivre des études pendant deux ans pour obtenir un diplôme de technicien supérieur qui, en général, a de bons débouchés.

Il nous faudrait développer davantage un enseignement supérieur de nature professionnelle pour permettre à ces deux dernières catégories de bacheliers de poursuivre leurs études.

Spoky : N'envoie-t-on pas trop d'élèves vers le bac général et, au-delà, à l'université ? après tout, il vaut mieux réussir avec un bac pro que galérer avec un deug.

Catherine Pauchet : En donnant le nom de baccalauréat à un examen professionnel, on espérait le revaloriser.

Malheureusement, dans notre culture, les métiers d'ouvrier ou d'employé sont moins considérés que les métiers de cadre.

Pourtant, ils sont utiles socialement, et ils permettent à des jeunes d'avoir une bonne situation et une autonomie financière et personnelle. Il ne s'agit pas pour autant de diminuer le nombre de bacheliers, mais d'améliorer leur formation.

En effet, dans les années à venir, si la France et, au-delà, l'Europe veulent tenir leur rang dans la compétition économique mondiale, il faudra que nous ayons au moins 50 % d'une génération au niveau de la licence. Actuellement, on en est seulement à 37 %.

Il ne faut pas faiblir mais au contraire renforcer la formation. Je pense notamment à la formation dans l'enseignement primaire.

Il n'est pas acceptable que 15 % des élèves du primaire intègrent la 6e en ayant de grandes difficultés pour lire, écrire et compter.

ours : La réforme du lycée qui se profile intégrera-t-elle cette question de la place du bac et de la notation ?

Catherine Pauchet : On peut penser qu'elle l'intégrera puisqu'en changeant les modalités de l'enseignement secondaire il y aura forcément une répercussion sur le bac. Si l'on a une idée de la façon dont le secondaire pourrait être réorganisé, en revanche, le nouveau bac reste une inconnue.

Maryline Baumard et Philippe Le Coeur